
Délinquance écologique dans des quartiers précaires de la commune de Cocody (Abidjan-Côte d'Ivoire) : typologie, facteurs explicatifs et conséquences

Cyrille Julien Sylvain Yoro*

&

Charles Auguste Oindji Kore

Résumé

Cet article a pour objectif de dresser la typologie de la délinquance écologique à Moscou, Namaralogo et Allakro ; de montrer les facteurs qui l'engendrent et ses conséquences. Cette étude s'est appuyée sur l'approche compréhensive ; et s'est aidée de l'étude documentaire, l'observation directe et l'enquête ainsi que de l'analyse qualitative respectivement comme méthodes et techniques de recueil et d'analyse de données. Les résultats de l'étude montrent que la délinquance écologique dans ces quartiers est fonction des paramètres sociaux et comportementaux. C'est ainsi que l'hypothèse soutenue dans cet article est que la délinquance écologique dans les quartiers précaires est due à la surpopulation, la précarité de l'urbanisation ainsi qu'aux comportements antisociaux développés dans ces quartiers. Face à ce phénomène dans ces quartiers, les solutions ont mis en avant l'autonomisation de la femme dans les quartiers précaires et la création de Brigade de Salubrité Interne en tant que brigade de proximité.

Mots-clés : Délinquance écologique, quartiers précaires, cadre de vie, Cocody, Abidjan,

Abstract

This article aims to establish the typology of environmental crime in Moscou, Namaralogo and Allakro; to show the factors that generate it and its consequences. This study was based on the comprehensive approach and was helped by documentary study, direct observation and survey as well as qualitative analysis as methods and techniques for collecting and analyzing data. The results of the study show that environmental crime in

* Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire), yoro.cyrille@ufhb.edu.ci ; icyrille.yoro@gmail.com

precarious neighborhoods is due to overcrowding, the precariousness of urbanization as well as antisocial behaviors developed in these neighborhoods. Faced with environmental crime in these neighborhoods, the solutions have highlighted the empowerment of women in these neighborhoods and the creation of the Internal Sanitation Brigade as a local brigade.

Keywords: Environmental crime, precarious neighborhoods, living environment, Cocody, Abidjan.

Introduction

Le crime est le propre de l'homme. C'est dire que c'est uniquement dans les sociétés humaines que l'on parle de crime. La commission du crime crée chez les populations des inquiétudes quant à leur sûreté et pousse à la réaction des autorités judiciaires en vue de rendre justice à la société ; puis recréer la paix sociale perdue momentanément.

Juridiquement, le crime est l'infraction la plus grave en ce qui concerne les droits communs. Ses conséquences sont directement perceptibles, visibles, palpables dans l'immédiat. L'immédiateté du crime contre les personnes fait que dans la conscience collective l'on le juge plus dangereux (Comte, 2005).

Au niveau criminologique, le crime a une acception plus large. En ce sens qu'il désigne selon Ellenberger⁹ : « un acte anti-éthique et antisocial grave, généralement interdit par la loi et résultant de processus complexes d'ordre sociologique, psychologique et surtout biologique ». C'est dans le sillage de cette définition que l'on introduit la délinquance écologique qui doit être considérée au même titre que les crimes de droit commun. A cet effet, South et White (2016) le définissent comme

l'endommagement sérieux, la destruction et la perte des écosystèmes d'un territoire donné, soit par la main humaine ou par d'autres causes, à un point tel que l'existence paisible des habitants du territoire en question est considérablement entravée.

Seulement que, contrairement au crime contre les personnes, la délinquance liée à l'écosystème ne crée pas systématiquement l'émoi chez l'être humain du fait du manque de l'immédiateté de ses conséquences sur

⁹Cours de criminologie générale à l'UFR Criminologie, Université de Cocody, 2008-2009, inédit.

lui, sauf dans des cas exceptionnels comme le « *Probo Koala* » où la visibilité et l'impact du déversement des déchets toxiques dans la ville d'Abidjan se sont tout de suite fait ressentir (Fédération ivoirienne des ligues des droits de l'homme, 2011). Avec la délinquance écologique ou écocide, les risques sanitaires sont négligés par les populations quand bien même que leur cadre de vie soit affecté par les déchets solides et liquides (Tano, 2018).

Dans les pays développés, elle concerne principalement la criminalité liée aux espèces sauvages, l'exploitation illégale du bois, la pêche illégale, la criminalité liée à la pollution de l'environnement et l'exploitation minière illégale (Nellemann et al., 2014). En Afrique, c'est plus la question de la délinquance liée à la dégradation de l'environnement qui préoccupe les États, car le risque sanitaire est une réalité aujourd'hui (Mombo et Edou, 2005) et les états préoccupés par cette situation sont dans l'incapacité d'y répondre efficacement (Citeretse, 2008). Malgré un cadre réglementaire riche et varié pour contenir la criminalité environnementale sur le continent (African Development Bank Group, 2019), l'on observe que ces nombreuses conventions et lois internes n'influencent aucunement les habitudes des populations à telle enseigne que les villes comme Abidjan présentent un profil environnemental très alarmant actuellement.

Autrefois « la perle des lagunes », Abidjan est devenue une décharge à ciel ouvert. De nombreuses études le prouvent en faisant état de sa lagune polluée par les déchets industriels et l'usage de produits toxiques pour la pêche (Organisation des Nations Unies-Habitat, 2012 ; Commission Européenne, 2006 ; Tano, *Op. cit.*) ; de nombreux problèmes environnementaux qui l'assaillent (Soro et al., 2010) dont la prolifération des déversoirs d'eaux usées, de dépôts sauvages d'ordures ménagères et des eaux stagnantes (Dongo et al., 2008). Qu'est-ce qui peut expliquer ce changement négatif de l'environnement à Abidjan ?

Les causes sont plurielles. Mais, celles qui sont retenues dans les études portant sur la gestion des déchets dans les communes d'Abidjan sont l'augmentation de la population (N'Tamon, 2020 ; Boka et al., 2020), l'urbanisation rapide non contrôlée (Soro et al., 2010), l'absence d'équipements d'assainissement et d'éducation écologique (Boka, *Op. cit.* ; Tano, *Op. cit.*), l'insuffisance des moyens financiers et matériels des autorités communales (Yao-Kouassi et Gohourou, 2018).

Mais, il faut relever que le constat est plus marqué dans les quartiers précaires défavorisés des communes comme Yopougon. En effet, à Yaosehi, l'un de ses quartiers précaires, les dommages environnementaux ont un impact négatif sur la santé des populations ainsi que sur leur cadre de vie (Koffi et al., 2013).

A l'instar de Yopougon, Cocody, la commune chic d'Abidjan, a également ses quartiers précaires qui ne sont pas épargnés par cette délinquance écologique aux conséquences latentes. Il s'agit de Moscou, Namaralogo et Allakro. Ces quartiers présentent un environnement insalubre dans lequel vivent les populations. Dans le souci de mieux comprendre ce phénomène et d'attirer, par la même occasion, l'attention des autorités ivoiriennes en général, et de la municipalité de Cocody en particulier, de proposer des solutions durables pouvant servir de base à une meilleure gestion de l'environnement dans les quartiers défavorisés à Abidjan, cet article a pour objectif de dresser la typologie de la délinquance écologique dans ces quartiers ; de mettre en évidence les facteurs qui l'engendrent et ses conséquences.

1. Méthodologie

Pour mener à bien cette étude, l'élaboration d'une méthodologie, en tant que démarche adaptée « le plus possible [des] méthodes, les modalités d'échantillonnage et la nature des données » (Pirès 115). Ainsi, cette partie de l'étude consiste à présenter respectivement le site de l'étude, la population de l'étude, les outils de collecte des données et les méthodes d'analyse des données.

1.1. Terrain, population et échantillon d'étude

Ce premier point de la méthodologie permet de mettre en évidence respectivement le site de l'étude, la population prévue et l'échantillon qui a été retenue pour la mise en œuvre opérationnelle de cette recherche.

1.1.1. Terrain de l'étude

L'étude est menée au sein de trois (3) quartiers précaires situés dans la commune de Cocody, précisément dans le quartier dénommé " les Deux-Plateaux Agban ". Moscou est ce sous-quartier des Deux-Plateaux Cocody qui est situé dans un ravin, "encerclé" par de nouvelles constructions. Et même à l'intérieur de ce quartier, les baraques ont été

remplacées par des maisons faites de ciment. Selon les responsables religieux, c'est un quartier qui existe depuis 1990, avec une population estimée aujourd'hui à 1500 âmes.

Dans la continuité de Moscou, après le siège de l'ONG Servir, l'on retrouve Namaralogo, qui est un quartier situé également dans un ravin, pris dans l'étau entre les constructions des « boss » et la clôture d'Agban. Namaralogo existe depuis les années 80 ; et ses ramifications l'étendaient au sein d'Agban¹⁰ que l'on appelait « Nouveau quartier ». Ces ramifications ont été détruites après les attaques de la rébellion de 2002. Namaralogo comprend plus de 2000 âmes.

Après Namaralogo, à 20 mètres en allant vers l'Université Virtuelle, l'on trouve Allakro qui a été détruit à moitié pour la construction du Bassin du Gourou et des logements de particuliers qui ont leurs terrains à la montée du quartier. Ce qui situe aujourd'hui Allakro, dans un ravin, entre le dos de l'Ambassade de la Mauritanie et du caniveau menant audit bassin. Allakro est un quartier créé dans les années 70 par le vieux N'DA ALLA. C'est à juste titre que le quartier porta son nom. A cette époque, le quartier s'étendait de Palm Club à l'échangeur des 220 logements d'Adjamé. Mais, en 1987, le Maire USHER ASSOUAN, à l'initiative de la construction de l'Autoroute par le Président Félix Houphouët-Boigny, a fait descendre les populations dans le bas-fond. Il comprend environ 1500 âmes.

Parmi les trois terrains de l'étude, Allakro est le quartier qui est le plus connu des Autorités municipales et gouvernementales. De la documentation existe sur ce quartier. Ce qui a fait que nous ayons eu un peu plus d'informations sur ce quartier que les deux autres.

Ces trois quartiers ont une population cumulée estimée à environ plus de 5000 âmes. Ils sont tous situés dans un ravin, traversés par un même caniveau et sont voisins des habitations de personnes bien nanties que nous qualifions de « boss » dans cette étude.

1.1.2. Population d'enquête

Pour appréhender au mieux l'objet de cette étude, les sources d'information sont diverses. Les populations de ces quartiers sont toutes concernées par la question de l'insalubrité.

¹⁰ Agban est un camp, la plus grande caserne de la gendarmerie nationale située au carrefour des quartiers de Cocody-deux plateaux, d'Adjamé et de Williamsville.

1.1.3. Echantillon d'enquête

Nous avons opté pour la méthode d'échantillonnage non-probabiliste à travers des choix raisonnés. C'est une technique qui nous a permis de faire « le tri des cas à inclure dans l'échantillon répondant de façon satisfaisante » à la recherche. C'est ainsi que l'échantillon d'enquête, représentatif de toutes les catégories sociales sus-évoquées, s'est constitué. Ce sont quarante-cinq (45) personnes qui ont été questionnées, dans cette étude, réparties comme suit :

- 15 personnes dans le quartier de Moscou
 - 1 responsable religieux musulman
 - 1 responsable religieux chrétien
 - 1 responsable des doyens d'âge
 - 1 responsable des jeunes
 - 11 habitants.
- 15 personnes dans le quartier de Namaralogo
 - 1 responsable religieux musulman
 - 1 responsable religieux chrétien
 - 1 responsable des doyens d'âge
 - 1 responsable des jeunes
 - 11 habitants
- 15 personnes dans le quartier d'Allakro
 - 1 responsable religieux musulman
 - 1 responsable religieux chrétien
 - 1 responsable des doyens d'âge
 - 1 responsable des jeunes
 - 11 habitants.

1.2. Méthode et techniques de recueil et d'analyse de données

Dans le cadre de cette étude, recours a été fait à une méthode de recherche et à des techniques de recueil et d'analyse de données qui sont présentés dans les lignes qui suivent.

1.2.1. Méthode de recherche

L'approche compréhensive a été choisie dans cette étude. Elle s'adapte bien à cette recherche dont l'objet d'étude est l'action humaine et ses effets. Le but de cette recherche est de comprendre les différentes

actions des populations vivant dans ces quartiers précaires étudiés en lien avec le délitement de leur environnement et les expliquer.

1.2.2. Techniques de recueil des données

Dans cette étude, l'étude documentaire fut déterminante. Dans la mesure où, elle nous a permis de nous familiariser avec le concept de crime environnemental et de le cerner au mieux à travers les rapports et articles lus. Surtout, de connaître les études antérieures qui ont traité de ce concept afin de trouver l'originalité de notre étude. Aussi, avons-nous privilégié l'approche directe afin de voir la différence entre ce qui se dit et la réalité du phénomène, pour mieux le cerner dans ses contours et dimensions. L'observation directe a donc été utile à propos.

Le questionnaire s'est avéré au cours de nos enquêtes préliminaires comme l'un des instruments de collecte de données le mieux adapté pour atteindre nos objectifs. Le choix et le nombre des questions répondent à un besoin de tenir compte des spécificités de notre population d'enquête. Trois (3) questionnaires ont été élaborés contenant chacun dix (10) questions portant sur la caractéristique des quartiers étudiés, les facteurs qui expliquent l'endommagement de leur environnement, les conséquences sur leur vie, les difficultés rencontrées dues à l'écocide et les perspectives de réponses face au phénomène étudié. Le tout aidé par un entretien dont les thématiques ont concerné principalement l'insalubrité dans ces quartiers, ses conséquences et les propositions de solutions. Il a été soumis aux responsables religieux et responsables de jeunes et doyens d'âge.

1.3. Méthodes d'analyse de données

Pour analyser les données recueillies, nous avons eu recours à l'analyse qualitative. La méthode qualitative a été utile car elle a permis d'analyser les opinions, les attitudes, les comportements, les significations, les avis et les idées exprimés par les enquêtés afin de mieux cerner les logiques des acteurs. Nous avons mis donc l'accent sur le vécu des individus par rapport à la délinquance écologique.

2. Résultats

Les résultats de cette recherche portent sur la typologie de l'écocide à Moscou, Nanmaralogo et Allakro ; les facteurs favorisant leur perpétration ; leur impact et l'état des lieux de la lutte.

2.1. Typologie de délinquance écologique et manifestations

A Moscou, Nanmaralogo et Allakro, les faits portant atteinte à l'environnement constatés sont liés à l'insalubrité. Il s'agit du déversement des ordures ménagères dans les caniveaux, du déversement des matières fécales dans des fosses septiques et caniveaux ainsi que de la pollution de l'air.

2.1.1. Déversement des ordures ménagères dans les caniveaux et couloirs (ruelles)

Les déchets issus des ménages se conservent de la manière suivante :

- Dans des poubelles posées à proximité des maisons jusqu'à ce qu'elles soient pleines ;
- Dans des sachets pouvant contenir un maximum d'ordures ;
- Dans de petits sachets pour ceux qui les évacuent chaque matin ;
- Dans l'eau ayant servi à la vaisselle ;

Tous ces déchets, au final, sont déversés dans le caniveau. L'on assiste par conséquent à un caniveau bondé d'ordures qui se décomposent, puisque la majeure partie des déchets déversés sont de composition organique.

Il faut souligner la particularité de ces quartiers traversés par le même caniveau dont le prolongement se trouve dans le bassin du Gourou.

Pour les habitants très peu gênés par les ordures ménagères, l'on observe qu'elles sont entreposées dehors à l'extrémité des portes donnant à des couloirs voire des ruelles servant de passages. Ces ordures attendent une grosse pluie pour qu'elles se déversent d'elles-mêmes dans le caniveau.

2.1.2. Déversement des matières fécales dans des fosses septiques et caniveaux

L'aménagement de ces quartiers est de telle sorte que les canalisations des sanitaires sont soit directement liées au caniveau, soit dirigées vers des fosses de fortune.

Au niveau de celles directement liées au caniveau, il faut souligner que les excréments sont visibles dans le caniveau lors des saisons sèches.

Concernant celles dirigées dans des fosses de fortune, la crainte pour les populations est que leur tuyau d'eau ne soit contaminé. Ce fut le cas de M. D. que nous citons :

Heureusement que j'étais présent cette nuit-là. Nos jeunes qui font le raccordement des maisons en eau ont dû percer notre tuyau pendant qu'ils creusaient puisque c'est durant la nuit qu'ils opèrent. A la pompe, je puise un gobelet d'eau ; je bois mais je sens une odeur inhabituelle. Je demande à ma femme de sentir également l'eau. Elle s'aperçoit également qu'il y a une odeur. On alerte nos voisins. Comme nous conservons de l'eau dans des bidons. On décide de boire cette eau en attendant que le jour vienne pour des vérifications. Effectivement, l'eau avait été affectée par un regard abandonné.

En effet, dans ces quartiers, il existe d'innombrables fosses abandonnées ayant servi de déversoirs de matières fécales.

Aussi, ne devons-nous pas oublier les déchets recueillis directement dans des vases pour évacuer les selles des enfants. Ou encore, il y a des populations qui ne disposent pas de toilettes. Durant les nuits, elles se soulagent dans des sachets qui sont après jetés dans le caniveau.

2.1.3. Pollution de l'air

Au regard de ce qui a été décrit lors des déversements des déchets et matières fécales dans le caniveau, c'est un pléonasme de dire que dans ces quartiers que l'air est pollué. En effet, les ordures entreposées par les ménages dans le caniveau et les matières fécales dégagent des odeurs nauséabondes, suffocantes, tout comme les ordures laissées dans les couloirs de ces quartiers.

Pour O. R., une femme enceinte : « Sincèrement, c'est en partie notre faute, mais que l'Etat nous aide. Notre quartier sent mauvais ».

L'enquêtrice fait bien de relever que leur responsabilité est partagée dans la mesure où il faut souligner que le caniveau reçoit des ordures et eaux usées de quartiers en provenant d'autres quartiers puisque Moscou, Namaralogo et Allakro sont situés en aval de ce conduit dégradant la nature.

Les femmes enceintes et les enfants sont continuellement exposés à ces odeurs qui n'inquiètent personne. Ni la mairie de Cocody, ni les

populations elles-mêmes ne se sentent concernées par ces putréfactions aux conséquences qui peuvent être néfastes. Cocody est une cité « verte » au niveau de Saint-Jean, Golf 4 et autres quartiers chics. Mais, elle ne l'est pas pour les "oubliés de la mairie" à savoir les employés (chauffeurs, cuisiniers, gardiens et coupeurs de gazon) des résidents de ces quartiers chics cités.

Il y a également la fumée issue de la drogue. En effet, dans ces quartiers, notamment dans alentours, on y trouve des fumoirs dans lesquels plusieurs personnes s'adonnent à la consommation de drogues, particulièrement celles qui sont fumées. A ce propos, l'un des enquêtés (K. S.) soutenait que : « La nuit, quand nous tentons de prendre un peu d'air sous les arbres, le vent nous ramène la fumée des consommateurs de drogue tapis dans l'ombre. Cette fumée dérange énormément. En des moments, elle est piquante ».

2.2. Facteurs explicatifs de la délinquance écologique et conséquences

La délinquance écologique peut s'expliquer par des facteurs la sous-tendant. De même, ce phénomène n'est pas sans conséquences.

2.2.1. Facteurs explicatifs de la délinquance écologique

Les facteurs qui expliquent la dégradation de l'environnement dans ces sous-quartiers de Cocody les Deux-Plateaux sont de quatre ordres. Ils comprennent la surpopulation dans ces zones géographiques de Cocody, l'urbanisation précaire, l'absence de système de ramassage des déchets ménagers et les comportements anti sociaux.

2.2.1.1. Surpopulation de Moscou, Namarologo et Allakro

Des recensements ponctuels sont organisés par les responsables des quartiers étudiés lors des échéances électorales en Côte d'Ivoire ou au Burkina Faso ; lors des opérations de déguerpissement (durant la construction du bassin du Gourou) ; ou encore lors des opérations de salubrité. A Allakro, ce sont environ 1500 âmes. A Namarologo, environ 2000 habitants et Moscou, environ 1500 résidents sur des espaces très restreints puisque "comprimés" entre les villas et le caniveau.

Si nous prenons « le ratio moyen de la quantité de déchets par habitant qui est 0,41 kg/hab/jour dans les quartiers précaires à Abidjan »,

la production de déchets par ces populations de ces trois quartiers par jour est élevée voire énorme.

2.2.1.2. Urbanisation précaire

Il est vrai que le paysage de l'habitat dans ces quartiers a évolué. En effet, il faut observer que les baraques ont disparu pour laisser place à des logements à équipements très modérés (LETM). Le sable servant à la construction des maisons dans ces quartiers est sorti du caniveau. O. H., un enquêté indiquait : « Des fois, on a l'impression que la chambre sent. Mais, on pompe quelques insecticides qui ont aujourd'hui un parfum un peu plus agréable ».

L'absence de système réel d'évacuation des matières fécales et d'eaux usées fait que l'air est détérioré. Et les risques que la nappe phréatique soit contaminée existent, puisqu'aucune étude n'est menée pour limiter la profondeur des fosses. S. P., interrogé dit : « Quand nous creusons, notre souci, c'est d'aller très loin en profondeur pour éviter que la fosse se remplisse vite et qu'on nous réclame des comptes ».

La non-viabilisation de ces quartiers porte certainement un coup à la salubrité, la protection de l'environnement à Cocody et non seulement à MNA¹¹.

2.2.1.3. Absence de système de ramassage des ordures ménagères

Dans certains quartiers de Cocody où c'est le non-respect de la fréquence journalière d'enlèvements des ordures ; l'inadaptation des camions de collectes d'ordures ménagères ; Docteur Y. S., en médecine révèle ceci :

En 5 ans, j'ai entendu 3 fois le klaxon du véhicule ramassage des ordures dans mon quartier. Nous payons mensuellement des jeunes munis de tricycle qui ramassent nos ordures. C'est pratiquement 7 mille que je paye. Où jettent-ils les ordures ? Sincèrement, je me dis à la décharge d'Akouédo.

Les ordures récupérées chez ces « boss » sont également déversées dans le caniveau. Car, c'est le moyen le plus rapide de se débarrasser de cette charge encombrante pour les pré-collecteurs.

¹¹ Moscou, Namaralogo et Allakro.

D’avis avec les propos du Docteur, les habitants de MNA soulignent qu’il y a belle lurette que le son du véhicule annonçant le ramassage des ordures des « *boss* » n’a pas résonné. K. J. : « Nous savons que le véhicule ne vient pas pour nous. Mais, quand il est là, nous profitons pour éviter de déverser nos déchets dans le caniveau ».

A Allakro, les jeunes sensibilisés par la Mairie sur les questions de salubrité ont pris l’engagement d’entreposer les ordures dans la barque qui était posée sur la voie après l’Université Virtuelle. D’après un représentant de la jeunesse L. C. : « les ordures sont restées des mois et l’odeur empêchait les vendeuses placées sur la voie de préparer pour les ouvriers présents sur les chantiers, les employés du Tribunal de Commerce et étudiants de l’Université Virtuelle ».

2.2.1.4. Comportements antisociaux

La délinquance écologique à MNA s’explique également par des comportements antisociaux, notamment la facilité avec laquelle elle se commet et la minimisation des risques par ses auteurs.

- Délinquance écologique, un acte facile à commettre

L’un des facteurs explicatifs de la dégradation de l’environnement dans ces quartiers est la facilité avec laquelle les habitants commettent ce geste : « jeter des ordures dans le caniveau ; ou encore, la peau d’une banane dans les ruelles ».

L’insouciance l’emporte sur les risques qu’ils encourent avec le délitement de leur environnement immédiat. A telle enseigne qu’agir ainsi est devenu un comportement banal voire normal. Quand, ils sont décriés sur leur rôle dans la pollution de l’environnement, ils clament tous : « Où les jeter alors ? ».

- Minimisation des risques

Pour ces populations, il y a plus grave ailleurs à savoir avoir un emploi, nourrir sa famille, scolariser ses enfants et manger convenablement. La question de la pollution environnementale est :

une affaire qui concerne l’Etat. C’est une affaire des grands de ce monde. Car ce ne sont pas nos petits déchets qui bouleversent l’ordre climatique préétabli par la nature mais les blancs avec leurs essais nucléaires et l’exportation des déchets toxiques dans les pays pauvres très endettés.

En d’autres termes, les torts causés par leurs propres ordures sont insignifiants par rapport aux actions décrites ci-dessus. Pourtant, les

odeurs et la présence des ordures dans les ruelles sont une entrave à l'épanouissement des enfants, des femmes enceintes voire de la population entière dans ces quartiers. Ce qui nous conduit maintenant à analyser les conséquences de ces déchets sur la population de MNA.

2.2.2. Conséquences des déchets ménagers et matières fécales sur les populations

Le déversement des déchets et des matières fécales ainsi que la pollution de l'air due à aux actions des populations ont des conséquences sur leur cadre de vie, leur santé et sur l'environnement de Cocody en général.

2.2.2.1. Conséquences sur leur cadre de vie

Le cadre de vie des habitants se trouve affecté par ces tas d'immondices, ces eaux usées ainsi que par les odeurs qui s'y dégagent. Ces affects précarisent encore plus ces quartiers. L'environnement y est malsain, mal entretenu, malpropre. La présence de ces détritiques et parfums suffocants fait que ces quartiers sont mal vus, mal perçus par les « boss » vivant à proximité des habitants de MNA. Pour eux, « ce sont des producteurs de délinquants à ciel ouvert ».

Egalement, la présence des ordures change en mal le paysage de ces quartiers. La crasse, les odeurs font qu'il ne fait pas bon vivre dans ces quartiers. Les enfants n'ont plus d'espace de jeux. Plutôt, les tas d'ordures et le caniveau sont devenus les nouveaux espaces de jeux des enfants. Ce qui fait qu'ils ont tendance à penser que cet environnement est bienséant puisque certains parents laissent leurs enfants tournoyer dans ces affects.

2.2.2.2. Conséquences sur leur santé

Les habitants de MNA sont régulièrement malades. Malgré la distribution des moustiquaires imprégnées par les centres de santé (lors des visites prénatales des femmes) durant les opérations du Ministère de la Santé pour la lutte contre le paludisme, les habitants souffrent continuellement de cette maladie dangereuse. Les agents du Centre de santé situé à l'ancien marché des Deux-Plateaux révèlent qu'« ils souffrent également de diarrhée, de fièvre typhoïde et de sinusite ».

Le paradoxe est qu'ils savent que ces différentes maladies sont le fait de l'insalubrité dans laquelle la population se trouve. Mais la minimisation des préjudices par certains, et ne sachant comment rectifier le tir avec

l'absence de ramassage des ordures par les autorités municipales pour d'autres, font qu'ils sont régulièrement tourmentés par les maladies.

2.2.2.3. Conséquences sur l'image de Cocody en général

La commune qualifiée de « cité verte » par les autorités municipales est encore très loin de cet objectif écologique. Le délitement de certains quartiers comme Moscou, Nanmaralogo et Allakro qui hébergent une partie des ouvriers de cette commune, lui donne la réputation de vouloir une chose et son contraire. Le paysage dégradant qu'offre ces quartiers fait qu'à Abidjan l'on dit que : « Cocody, la commune chic d'Abidjan ne dispose pas d'une politique cohérente en matière d'écologie. Et c'est pour faire le buzz que les agents de la Mairie parlent de Cité verte ; sinon, il n'en est rien ».

Ce qui nous amène à entrevoir des pistes de solution pour améliorer la vie et/ou le cadre de vie dans ces quartiers.

3. Discussion et conclusion

Manirabona et Koutouki relèvent que les faits de délinquance écologique sont le fruit d'actes intentionnels ou non aux conséquences néfastes contre la personne. Ces auteurs confirment les résultats de cette étude qui montrent que la délinquance écologique est perpétrée dans les quartiers précaires à cause de conduites déviantes volontaires impactant négativement leur santé. Etudiant le profil environnemental de la Côte d'Ivoire, la Commission européenne soutient que l'une des causes de la dégradation de l'environnement est l'urbanisation non contrôlée de la ville d'Abidjan. Cette étude est en phase avec les résultats de l'étude-ci dans la mesure où elle prouve que le délitement de l'environnement dans les quartiers sociaux, précaires de Cocody est le fait de son urbanisation qui est elle-même précaire. Les matériaux utilisés sont issus des déchets produits par les populations (N'Tamon). Ce qui contribue à la pollution du cadre de vie. Cette situation est accentuée selon Yao-Kouassi et Gohourou par l'insuffisance de la collecte organisée par les Autorités municipales et gouvernementales. Dans cette étude, il a été plutôt relevé une absence de système de ramassage d'ordures ménagères et de canalisations appropriées des eaux usées et matières fécales.

En Côte d'Ivoire, l'une des solutions de l'Etat face à la précarité des espaces est la destruction, la démolition sans accompagnement laissant les

populations livrées à elles-mêmes. En termes clairs, la relocalisation des habitants de quartiers précaires ou la viabilisation de ces quartiers ne semble pas être la priorité des gouvernants ivoiriens pour qui casser peut résoudre le problème. Cette étude menée dans ces quartiers ne devrait pas être une occasion sur laquelle devrait sauter les « casseurs de maisons » pour justifier et légitimer leurs opérations de déguerpissement. Mais, au contraire elle doit servir de base pour analyser les réponses que nous proposons afin de trouver des solutions aux maux dans ces quartiers au niveau environnemental et participer à l'épanouissement de cette catégorie très modeste de la population de Cocody voire d'Abidjan qui souffre en silence. Il faudra avoir à l'esprit que : « Protéger l'environnement coûte cher. Ne rien faire coûtera beaucoup plus cher ».

C'est ainsi que pour que la lutte contre la délinquance écologique porte, il faut panser quelque peu les « plaies sociales » dont souffrent les populations. Il ne faut pas oublier que ce qui préoccupe ces personnes, ce sont les besoins primaires (manger, se soigner, scolariser leurs enfants) qu'ils n'arrivent pas à satisfaire.

Ainsi, pour les amener à faire de l'environnement l'une de leurs priorités, le financement des activités génératrices de revenus des femmes peut y aider. C'est ce que semble avoir compris le premier Responsable de l'Université Virtuelle dont les locaux font face à Allakro. En effet, ce Responsable a pensé faire rénover les tables, bancs et chaises des vendeuses et financer leurs commerces afin qu'elles préparent dans des conditions salubres et proposent une nourriture saine aux clients issus du tribunal de Commerce, de l'Université Virtuelle et des familles internes aux quartiers. L'autonomisation de ces femmes a influencé leur mode de vie puisqu'elles tiennent propres leurs lieux de commerce ainsi que leurs ustensiles.

En outre, sachant que les jeunes de ces quartiers inspirent crainte et répugnance chez les « boss » qu'ils côtoient, il faudrait les amener à s'approprier la question de l'insalubrité pour regagner la confiance de la société à travers la création de BSI ou Brigade de Salubrité Interne au niveau de chaque quartier précaire. Le financement de ces institutions proviendrait des Autorités municipales ou du District d'Abidjan et des ménages de ces quartiers qui paieront 100 francs mensuellement. Cette somme collectée permettra de pérenniser les actions de la brigade ; surtout de payer le matériel de salubrité et les agents de cette brigade de salubrité.

La Brigade de Salubrité Interne aux quartiers précaires aura pour objectifs de :

- Nettoyer quotidiennement le quartier ;
- Désengorger le bassin du Gourou (à tour de rôle) ;
- Collecter les ordures ménagères de façon quotidienne ;
- Entreposer les ordures collectées sur des sites créés par la Mairie/le District d'Abidjan ;
- Evacuer les ordures collectées grâce à Ecoti SA ou Eburnie (Entreprises de ramassage d'ordures) chaque trois (3) jours ;
- Creuser des canalisations des eaux usées et de ruissellements (ces quartiers disposent d'ouvriers qualifiés pouvant faire des canalisations appropriées. S'ils sont financés comme il se doit, ce sont des ouvrages qu'ils pourront réaliser) ;
- Sensibiliser, échanger avec les habitants sur la nécessité d'assainir le quartier ;
- Recueillir les préoccupations et besoins des populations en matière d'assainissement.

Cette recherche avait pour objectif de dresser la typologie de la délinquance écologique dans trois (3) quartiers précaires de la commune de Cocody (Moscou, Namaralogo et Allakro) de montrer les facteurs qui l'engendrent et ses conséquences. Elle a permis de faire un état des lieux de ce phénomène dans ces espaces urbains marginalisés, de mettre en évidence une multiplicité de facteurs tant internes qu'externes qui le favorise ainsi que ces conséquences. Les recommandations faites dans cette étude s'inscrivent dans une approche intégrée qui prend en compte d'une part la responsabilité des autorités, mais aussi d'autre part la responsabilisation des habitants de ces quartiers, car la question écologique, au regard de ses multiples enjeux, loin d'être un effet de mode, doit être « l'affaire de tous ».

Travaux cités

- African Development Bank Group. « Projet de construction et d'exploitation d'un centre d'équipement technique (CET) à Kossihouen pour l'élimination des déchets solides ménagers et assimilés (DSMA) du District Autonome d'Abidjan (DAA) », Résumé de l'EIES, 2019, p. 1-25.
- Boka, Abéto Constance et al. « Les raisons de la persistance de l'insalubrité du quartier Anono Extension dans la commune chic de Cocody ».

- Annales de l'Université de Moundou*, Série A-FLASH, vol. 7, n°3, 2020, p. 53-71.
- Citerestse, Lucien. « Les déchets ménagers solides de la ville de Bujumbura (Burundi) : Quelles perspectives pour une gestion durable ? » Mémoire de Master en Sciences et Gestion de l'Environnement, Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire, Université libre de Bruxelles, 2008, p. 1-78.
- Commission Européenne. « Profil environnemental de la Côte d'Ivoire », Rapport final, 2006, p.1-150.
- Comte, Françoise. « Crime contre l'environnement et police en Europe : panorama et prises d'action », in *Revue Européenne de Droit de l'Environnement*, n°4, 2005, p. 381-447.
- Dongo, Kouassi et al. « Analyse de la situation de l'environnement sanitaire des quartiers défavorisés dans le tissu urbain de Yopougon à Abidjan, Côte d'Ivoire, *VertigO-la revue électronique en sciences de l'environnement* (En ligne), vol. 8, n°3, Décembre 2008, p.1-12.
- Fédération ivoirienne des ligues des droits de l'homme. « L'affaire du « Probo Koala » ou la catastrophe du déversement des déchets toxiques en côte d'Ivoire », Rapport, 2011, p. 1-60.
- Global Business Network programme. « Partnership Ready Côte d'Ivoire : Gestion et recyclage des déchets organiques », Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), 2020, p. 1-8.
- Gonthier, Frédéric. « Weber et la notion de « Compréhension » », *Cahiers internationaux de sociologie*, Presses Universitaires de France, vol. 116, n°1, 2004, p. 35-54.
- Koffi, Atta et al. « Problèmes environnementaux et risques sanitaires dans les quartiers précaires d'Abidjan : Cas de Yaosehi dans la commune de Yopougon », *Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement*, n°2, 2013, p. 36-44.
- Manirabona, Amissi Melchiade. et Koutouki, Konstantia. « Introduction : la criminalité environnementale », *Criminologie*, vol. 49, n°2, 2016, p. 5-14.
- Mombo, Jean-Bernard et Edou, Mesmin. « La gestion des déchets solides urbains au Gabon », *Geo-Eco-Trop*, vol. 29, 2005, p. 89-100.
- Nellemann, Christian et al. « La crise de la criminalité environnementale - le commerce et l'exploitation illégale de la faune et des ressources forestières menacent le développement durable », Evaluation du PNUE pour une intervention rapide, Programme des Nations Unies pour l'environnement et GRID-Arendal, Nairobi et Arendal, 2014, p. 1-108.
- N'tamon, Ekissi Alexis. « Gestion des déchets ménagers dans les communes d'Adjamé et de Bingerville dans le District Autonome

- d'Abidjan, Côte d'Ivoire », *European Scientific Journal*, vol. 16, n°26, Septembre 2020, p. 35-50.
- Organisation des Nations Unies-Habitat. « Côte d'Ivoire : Profil urbain d'Abidjan », Programme des Nations Unies pour les établissements humains, 2012, p. 1-36.
- Ouréga, Dago Dibert et Gbocho Ohoueu, Didier. « Résiliences des ménages de la ville de Divo (Sud-Ouest forestier, Côte d'Ivoire) face à l'accroissement de leurs déchets ménagers », *Revue Espace Géographique et Société Marocaine*, n°54, Novembre 2012, p. 1-18.
- Pirès, Alvaro. « Echantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique », in Poupart, Jean et al. (éds.), *La recherche qualitative : Enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Boucherville, Gaëtan Morin, 1997, p. 113-172.
- Soro, Nagnin et al. « Déchets municipaux dans le District d'Abidjan en Côte d'Ivoire : Sources potentielles de pollution des eaux souterraines », *Research Gate, in International Journal of Biological and Chemical Sciences*, January 2010, p. 1-18.
- South, Nigel et White, Rob. « L'émergence et l'avenir de la criminologie environnementale », Les Presses de l'Université de Montréal, *Criminologie*, vol. 49, n° 2, Automne 2016, p. 15-44.
- Tano, Kpélé et Brah, Hortense. « Logique d'assainissement et problématique de pollution des eaux lagunaires dans le District d'Abidjan : le cas de la lagune Ebrié dans la commune d'Attécoubé », Mémoire de Master, Sociologie de l'environnement. Département de sociologie. UFR des Sciences de l'homme et de la société. Université Félix Houphouët Boigny, 2018, p. 1-120.
- Yao-Kouassi, Quonan Christian et Gohourou, Florent. « L'influence de la pré-collecte des ordures ménagères sur la qualité de la salubrité dans le District d'Abidjan (Côte d'Ivoire) », *Déchets Sciences et Techniques*, n° 76, Avril 2018, p. 3-10.

Comment citer cet article/How to cite this article:

MLA: Yoro, Cyrille Julien Sylvain, and Oindji Kore Charles Auguste. "Délinquance écologique dans des quartiers précaires de la commune de Cocody (Abidjan-Côte d'Ivoire) : typologie, facteurs explicatifs et conséquences." *Uirtus*, vol. 2, no. 3, Dec. 2022, pp. 246–263. <https://doi.org/10.59384/OIAY4467>.